

Avenir de l'usine ArcelorMittal à Gandrange

Gerdau: intérêt mais pas encore d'offre

À la suite d'informations apparues dimanche, la ministre française de l'Économie Christine Lagarde a confirmé hier que le vice-président du groupe sidérurgique brésilien Gerdau (14^e sidérurgiste mondial avec une production annuelle de 16 millions de tonnes d'acier) avait été reçu à Bercy, tout en assurant qu'il n'a «présenté à ce jour aucune offre de reprise» de l'aciérie de Gandrange (Moselle), dont ArcelorMittal devrait annoncer vendredi la fermeture. Bercy a recommandé au groupe brésilien d'entrer en contact directement avec ArcelorMittal pour «préciser, le cas échéant, ses intentions».

Dans un communiqué, la Ministre «confirme» qu'à la demande du maire d'Amnéville Jean Kiffer, le vice-président du directoire du groupe Gerdau, Paulo Fernando Bins de Vasconcellos, ainsi que José Antonio, directeur général de Sidenor, filiale espagnole de Gerdau, ont été reçus par son cabinet en compagnie de l'ancien directeur du site de Gandrange Alain Grenaut et du chef de cabinet du maire d'Amnéville Alain Stahl.

Lagarde recommande un contact direct Gerdau/ArcelorMittal

«Cette rencontre s'est inscrite dans le cadre des différents contacts que le cabinet du ministre (...) a pu avoir, au cours des dernières semaines, avec des professionnels du secteur se déclarant intéressés par l'avenir du site de Gandrange», précise le communiqué de Bercy. «À l'issue de ce rendez-vous, il a été recommandé au groupe Gerdau, qui n'a présenté à ce jour aucune offre de reprise,

d'entrer directement en relation avec la direction du groupe ArcelorMittal pour préciser, le cas échéant, ses intentions», conclut le communiqué.

La direction d'ArcelorMittal pourrait annoncer vendredi prochain en comité d'entreprise la fermeture de l'aciérie électrique et du train à billettes de Gandrange (Moselle) d'ici 2009, provoquant la suppression de 595 des 1.108 emplois, selon Edouard Martin, délégué européen CFDT du groupe.

«Nous avons toujours en tête d'obtenir des garanties nouvelles» d'ArcelorMittal pour l'avenir du site de Gandrange menacé de fermeture, avait assuré dimanche le ministre du Travail Xavier Bertrand, tandis que sa collègue de l'Économie Christine Lagarde avait souligné que «l'objectif principal» était «de sauvegarder les emplois, de faire en sorte que tout le monde garde son job». L'agence AFP rapportait hier en se référant sur «l'entourage de Mme Lagarde» que d'autres industriels, dont le groupe de sidérurgie Corus ou le ferrailleur allemand Scholz auraient également été reçus au ministère sur ce dossier. Agence France Presse citait aussi un porte-parole d'ArcelorMittal indiquant que le géant sidérurgique n'aurait reçu aucune offre pour Gandrange, dont la question quant à une éventuelle cession ne se poserait pas de toute façon.

Le président français Nicolas Sarkozy s'était lui-même rendu à Gandrange le 4 février dernier. «S'il y a un plan alternatif, si ce plan montre une solution crédible, avec M. (Lakshmi) Mittal ou un autre, l'État préfère payer pour le site que pour le chômage. Nous sommes



595 des 1.108 emplois doivent disparaître à Gandrange. La plupart des salariés concernés retrouveraient un emploi dans les usines ArcelorMittal à Florange (F) ou de Schifflange (L). Le 24 janvier dernier, quelques jours après l'annonce de la restructuration, quelque 600 ouvriers ont manifesté devant le quartier général d'ArcelorMittal à Luxembourg

Photo: I. Zwank

prêts à faire des investissements sur les machines, on mettra de l'argent dans l'outil de production, mais aussi pour la formation», avait-il dit lors de cette visite.

«Nous n'avons pas l'intention d'oublier la moindre des promesses, le moindre des engagements. Et c'est la même chose pour Gandrange», a souligné dimanche soir Xavier Bertrand lors du Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI. «L'idée est toujours de modifier la décision initiale de M. Mittal.

Le PS français en appelle à Juncker

Le président de la République aura un contact cette semaine avec M. Mittal», Sarkozy, «parce qu'il l'a

dit, reverra également les organisations syndicales». La question de Gandrange et de l'avenir de la sidérurgie en France est un sujet politique majeur dans l'Hexagone.

Dimanche, le porte-parole du groupe PS à l'Assemblée nationale, Aurélie Fillipetti, avait annoncé qu'elle saisirait le Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker pour «lui demander son appui» dans le dossier ArcelorMittal.

Selon elle «il y a fort à craindre que les belles paroles du président de la République», Nicolas Sarkozy «ne soient de nouveau que des effets d'annonce destinés avant tout à se mettre lui-même en scène, et qu'il se contente d'une intervention a minima pour participer à la mise en place du plan social».

AP/LJ